Politiques révisées des langues officielles dans la fonction publique

Il y a un an, le gouvernement entreprenait une révision complète des programmes et politiques des langues officielles dans la fonction publique. A la suite de cette révision, le Conseil du Trésor a annoncé, le 30 septembre dernier, un certain nombre de changements dans les politiques et programmes actuels.

Trois principes fondamentaux continueront d'animer les politiques et programmes des langues officielles: services au public dans les deux langues officielles; chances équitables aux Canadiens des deux langues officielles de trouver et de faire carrière dans les institutions fédérales et de travailler dans la langue officielle de leur choix; participation équitable des deux communautés linguistiques officielles dans la fonction publique.

Le gouvernement estime pouvoir atteindre en 1978 l'objectif qu'il s'est fixé d'assurer, dans la fonction publique, un bilinguisme irréversible.

Les points saillants des politiques révisées sont les suivants:

Le progrès réalisé au chapitre du bilinguisme dans la fonction publique permet de mettre fin au système des nominations conditionnelles d'employés unilingues aux postes bilingues et à la prestation universelle de la formation linguistique de base. Afin de mieux prévenir les fonctionnaires actuels et futurs, ces politiques arriveront à échéance à la fin de 1983.

Toutefois, le gouvernement compte maintenir certains programmes de formation linguistique après 1983, dans le cadre de ses programmes de formation professionnelle.

Un programme général de prime au bilinguisme entrera en vigueur le 15 octobre 1977 et sera rétroactif au 1^{er} novembre 1976 pour ceux qui y ont droit. Un montant annuel fixe de 800\$ sera versé à la grande majorité des employés qualifiés qui occupent des postes bilingues. Le programme de prime au bilinguisme prendra fin le 31 décembre 1983.

Le gouvernement a décidé de ne pas mettre sur pied des districts bilingues.

On offrira davantage aux francophones la possibilité de travailler en français en donnant une plus grande importance à l'utilisation des postes unilingues français.

Le principe des unités travaillant principalement en français est retenu, mais la décision concernant l'endroit où organiser ces unités appartiendra à chaque ministère ou agence.

On insistera davantage sur l'utilisation de postes unilingues. Des postes bilingues seront identifiés seulement où ce sera nécessaire pour la prestation efficace des services.

Dans les postes bilingues, les gestionnaires détermineront le niveau de connais-

sance des deux langues officielles requis pour chacune des fonctions linguistiques (lire, écrire, entendre et parler).

Dans certains cas, les sous-chefs pourront, avec l'approbation de la Commission de la fonction publique, décider de combler un poste de façon impérative, c'est-à-dire par un titulaire qui répond entièrement aux exigences linguistiques au moment de sa nomination.

Un employé unilingue consentant qui est nommé à un poste bilingue non impératif ne sera plus tenu de commencer immédiatement sa formation en langue seconde; il aura deux ans à partir de la date de sa nomination pour acquérir le niveau de connaissance voulu de cette langue.

Les programmes futurs de formation linguistique permettront une plus grande souplesse pour l'établissement d'un calendrier et de la durée des cours.

Les employés unilingues ayant de longs états de service dans la fonction publique et les employés unilingues ayant 55 ans ou plus le 31 octobre 1977, pourront se présenter aux concours pour des postes bilingues qui doivent être comblés de façon non impérative et y être nommés en restant unilingues.

Les ministères et les organismes présenteront au Conseil du Trésor, pour examen et autorisation, un plan annuel concernant les langues officielles auquel le public aura accès dès sa présentation au Conseil du Trésor.

Les corporations et les agences de la Couronne seront également sujettes aux politiques des langues officielles du gouvernement.

Visite d'un ministre africain

A l'occasion de son passage au Canada, dans le cadre de sa participation à la Conférence générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le ministre des Transports, des Postes et des Communications de l'Empire centrafricain, M. Jean-Pierre Bouba, a visité Ottawa le 21 septembre.

Il a rencontré M. Jean-Pierre Goyer, ministre des Approvisionnements et Services et conseiller du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les Affaires francophones, M. J.-J. Blais, ministre des Postes, et M. Michel Dupuy, président de l'Agence canadienne de développement international.

Pour la promotion de la santé

Au cours d'une cérémonie qui a eu lieu à Ottawa le 14 octobre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, a remis l'insigne "Vraie-Vie" à cinq Canadiens afin de souligner leur contribution à la promotion de la santé au niveau communautaire.

Le programme de l'insigne "Vraie-Vie" est un élément de la mission "Vraie-Vie", campagne de sensibilisation du public organisée par le ministère pour encourager les Canadiens à donner plus d'importance à leur propre santé.

Quel effort faites-vous pour combattre la pollution?

Voici quelques suggestions à ce sujet:

— Réutilisez les produits et les emballages de papier, les récipients de plastique ou de verre; les enveloppes, les sacs et les bocaux à emballage-cadeau etc.

— Recueillez vos journaux et revues pour le recyclage.

— Ne surchargez pas le système d'égouts de graisses, de débris de nourriture, de produits chimiques toxiques, de serviettes ou couches de papier.

— Laissez votre automobile dans le garage... Utilisez le transport en commun, ou mieux: essayez la marche.

— Ne jetez pas dans la rue le papier d'emballage de votre friandise préférée.

— Plaignez-vous de tout sur-emballage.

— Achetez des récipients que vous pourrez réutiliser.